



L'investisseur britannique Actis a décidé de céder ses actifs dans la compagnie d'électricité Energy of Cameroon (Eneo), ouvrant la voie à une prise de contrôle par l'Etat du Cameroun. Cette rénationalisation de la société représente un enjeu crucial pour le secteur de l'électricité dans le pays, confronté à de nombreux défis tels que la restauration de l'équilibre financier, la réalisation d'investissements majeurs et la garantie de l'approvisionnement en énergie. Cependant, la Banque mondiale, un acteur majeur du secteur électrique, pourrait ne pas être favorable à cette nationalisation.

Les défis à relever

Le secteur de l'électricité au Cameroun fait face à de nombreux défis, notamment en raison de l'accumulation des impayés de l'Etat et des entités publiques. Ces arriérés de paiement représentent aujourd'hui une somme évaluée à 234 milliards de FCFA et ont conduit à un déficit de trésorerie d'Eneo de 113 milliards de FCFA en 2022. La dette fournisseur d'Eneo est quant à elle estimée à 336 milliards de FCFA, soit 48% de la dette globale de l'entreprise.

Les enjeux de la rénationalisation

Si la rénationalisation d'Eneo est définitivement actée, l'Etat du Cameroun devra rapidement s'attaquer à plusieurs enjeux, notamment celui d'une restructuration et d'un apurement partiel

de la dette. La mise en œuvre d'un mécanisme de remboursement couplé à une restructuration de l'enveloppe restante pourrait permettre de soulager Eneo et d'oxygéner les autres acteurs du secteur de l'électricité. La révision de la tarification de l'électricité aux ménages, bloquée depuis 2012, pourrait également être envisagée afin de restaurer l'équilibre financier.

La question du financement

La phases urgente du plan de redressement du secteur de l'électricité au Cameroun nécessite un financement de 400 milliards de FCFA, dont une partie sera assurée par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Le plan de redressement globale du secteur s'étend sur la période 2023-2030 et nécessite un financement de 6 000 milliards de FCFA pour la production de 3 000 MW d'énergie électrique supplémentaire, la construction de nouveaux barrages, et les infrastructures de transport et de distribution.